

Après le succès des mobilisations ouvrières du 9 octobre, il faut une coordination des boîtes en lutte

Le succès des mobilisations du 9 octobre est un pas en avant important dans la situation. Malgré le cadre initial pourri fixé par la direction de la CGT (journée d'action européenne « pour le développement de l'industrie et de l'emploi »), des équipes militantes et un nombre significatif de travailleurs/ses confronté-e-s à des plans de licenciements s'en sont saisis et ont donné à cette journée un contenu de lutte inattendu. L'avenir dira s'il s'agit d'un tournant dans la situation, mais c'est possible et la responsabilité des révolutionnaires est donc de tout faire pour que ce soit le cas. Cela passe tout particulièrement par la mise en place d'une coordination des boîtes en lutte, malgré et contre les directions syndicales.

Nous aurions pu entrer au salon de l'auto malgré la police !

Le matin du 9 octobre se sont rassemblés devant la salon de l'auto près de 2000 ouvriers de l'automobile ou confrontés à des plans de licenciements (PSA Aulnay, Poissy, Saint-Ouen et Mulhouse, Goodyear Amiens, Renault Cléon, Delphi, Samsonite, Faurecia, Valéo, Arcelor, etc.), emmenés par leurs syndicats locaux CGT et SUD, avec le soutien d'équipes militantes de la SNCF, de Sanofi, de Doux, de Fralib, des Trois Suisses, etc., des camarades de la gauche du NPA (positions 2 et 4), etc. Nous avons tenté pendant une heure et demi d'y pénétrer. Le gouvernement Hollande a montré son vrai visage : celui de plusieurs centaines de gendarmes mobiles équipés jusqu'aux dents, au sens strict étant donné les masques à gaz leur permettant de respirer dans les flots de lacrymogène dont ils nous ont aspergés... Les flics robotisés avaient pour ordre d'empêcher que les ouvriers défilent dans ce haut lieu patronal et publicitaire où sont exposés les produits de leur travail frauduleusement attribué aux prétendus « constructeurs ». Ils ont commencé à provoquer dès l'arrivée des premiers cortèges à un endroit pourtant éloigné des portails d'entrée. Puis plusieurs centaines de travailleur/ses en colère ont voulu entrer au salon, car venu-e-s pour cela. Les gendarmes ont dû reculer et se réfugier derrière les gros portails... Nous avons même réussi une fois à entrouvrir l'une de ces structures de fer, mais le gaz nous a obligés à reculer... Une équipe de plusieurs dizaines de gendarmes fébriles est venue en renfort pour tenter de repousser les manifestants, mais a dû s'enfuir illico sous une pluie de projectiles de toutes sortes, y compris des pavés d'une des rares places de Paris qui, par un heureux hasard, ne soient pas totalement bitumées... Quatre gendarmes ont été blessés, plusieurs manifestants ont reçu des brûlures légères au visage provoquées par des gaz lacrymogènes envoyés à bout portant. (Cf. aussi les photos et vidéos dont nous donnons le lien ci-dessous.)

Nous étions sans doute assez nombreux et déterminés pour entrer. En tout cas, la principale raison pour laquelle nous avons finalement échoué est politique : la direction fédérale CGT avait refusé d'appeler à cette manifestation (alors qu'en 2008 et 2010, elle l'avait fait, et nous avons réussi à entrer assez facilement... sous Sarkozy), il n'y avait pas de service d'ordre commun et aucune coordination des entreprises représentées n'avait été mise en place pour déborder cette bureaucratie, faute de volonté politique de la part de l'extrême gauche. En particulier, la direction de la CGT PSA Aulnay, liée à Lutte ouvrière, après avoir déjà refusé d'appeler au rassemblement du 29 septembre devant le même salon de l'auto appelée par les travailleurs/ses de Ford Blanquefort, a refusé de préparer sérieusement la manifestation du 9 octobre, décidée contre son avis par le collectif national CGT du groupe PSA. Devant le salon de l'auto, son représentant, Jean-Pierre Mercier, n'a appelé que mollement à entrer dans le salon de l'auto, plus sous la forme d'une demande d'autorisation adressée aux autorités que d'un mot d'ordre pour forcer le portail. De fait, la CGT d'Aulnay n'a pas du tout poussé en ce sens... Or les travailleurs radicalisés n'étaient pas assez organisés tactiquement, car non coordonnés politiquement, pour gagner contre la police.

Succès des manifestations

Les ouvriers du matin se sont rendus ensuite en transports, mais pour certain-e-s en cortège au départ de la manifestation parisienne appelée par les fédérations CGT de l'industrie, avec des délégations des départements du Nord et de l'Est notamment. Malgré le refus d'appeler des autres confédérations et bien que la CGT ait refusé d'appeler à une véritable montée nationale qui aurait eu une importance politique décisive en ciblant le pouvoir central et dispersé les manifestations entre 8 villes de France différente, celles-ci ont connu un franc succès : 90 000 en tout et 25 000

personnes à Paris, rassemblant de nombreux secteurs de la classe ouvrière confrontés aux plans de licenciements (automobile, sidérurgie, chimie, Air France...). Beaucoup de cortèges étaient bien encadrés par des militant-e-s de la CGT qui dans leurs slogans prenaient soin, le plus souvent, de se focaliser sur le patronat en épargnant le gouvernement, et ne traçaient guère de perspectives. Mais un certain nombre de cortèges faisaient preuve d'une réelle combativité et les travailleurs de l'automobile, dont la colère était renforcée par les événements du matin, étaient les plus radicaux, en exigeant l'interdiction des licenciements et l'unité pour gagner. Ceux des aéroports de Paris défilaient avec une grande banderole exigeant la « nationalisation, collectivisation des aéroports de Paris », prouvant que ce mot d'ordre, que même le NPA refuse le plus souvent de mettre en avant, est parfaitement en phase avec l'état d'esprit d'une partie des équipes syndicales combattives.

Et maintenant ?

Pour la direction de la CGT, soutenue par les réformistes du Front de gauche, les choses doivent en rester là : elle conçoit cette démonstration de force du 9 octobre comme un simple moyen de faire pression sur le gouvernement dans le cadre des concertations qu'elle a acceptées de mener avec lui. Pourtant, Hollande et Ayrault ne cachent pas leur volonté de réformer le marché du travail dans le sens exigé par les patrons et l'Union européenne, au nom de la « compétitivité », notamment en mettant en cause le CDI. Il faut tout au contraire se battre dans la CGT et les autres syndicats pour stopper ces concertations qui ne font que démobiliser la classe ouvrière, pour la rupture avec le gouvernement Hollande et l'UE capitaliste. C'est une urgence politique centrale pour le mouvement ouvrier.

Pour l'heure, les manifestations du 9 octobre ont montré qu'il est crucial de mettre sur pied une coordination nationale des boîtes en lutte, afin que les travailleurs et travailleuses puissent prendre en main leur mobilisation, vers un grand mouvement unifié à l'échelle nationale contre les licenciements. Il faut s'appuyer sur les entreprises dont les travailleurs ont participé aux mobilisations du 9 octobre, sur les équipes syndicales combattives comme sur les non syndiqués qui s'engagent dans le combat contre les licenciements. L'appel de Philippe Poutou et des délégués CGT de Ford Blanquefort aux syndicats et travailleurs d'Aulnay est aussi un point d'appui en ce sens. La conjonction de l'appel à la grève à la SNCF, d'une part, de la tenue du CCE de PSA et de la réunion tripartite PSA/gouvernement/syndicat le 25 octobre doit être l'occasion d'une convergence des luttes, avec par exemple une manifestation et une réunion communes, auxquelles pourraient se joindre d'autres secteurs.

Étant donné l'attitude du Front de gauche qui refuse toujours d'entrer en opposition au gouvernement, la responsabilité des militants d'extrême gauche est énorme, notamment celle de Lutte ouvrière qui joue un rôle dirigeant dans les syndicats CGT de plusieurs usines automobiles et est présente dans de nombreuses entreprises. En particulier, il faut cesser l'attitude attentiste, voire localiste selon laquelle il faudrait que la mobilisation à Aulnay atteigne un certain niveau avant qu'on puisse lancer des initiatives de convergence : tout au contraire, celles-ci sont au contraire vitales pour amplifier la lutte à Aulnay comme ailleurs ! Il faut combattre frontalement la direction bureaucratique de la fédération métallurgie de la CGT. Il faut afficher clairement nos objectifs centraux et les diffuser avec audace et détermination auprès des ouvriers et ouvrières combattifs/ves qui ont besoin maintenant, pour aller plus loin dans la lutte commencée et entraîner les hésitants, d'une orientation politique claire et déterminée :

• ***Zéro licenciement et fermeture d'entreprises, refus des « accords compétitivité-emploi », nationalisation sans indemnités ni rachat et gestion ouvrière des entreprises qui licencient ;***

• ***Pour une coordination des boîtes en lutte et la préparation d'une grève tous ensemble contre les licenciements.***

Ludovic Wolfgang

Reportages photos sur le rassemblement :

<http://lacausedupeuple.blogspot.fr/2012/10/manif-au-salon-de-lauto-photos-et-videos.html>

<http://lechatnoiremeutier.wordpress.com/2012/10/10/versailles-les-travailleur-se-s-de-lindustrie-saffrontent-avec-les-crs-lors-dune-tentative-dinvasion-du-salon-de-lautomobile>

<http://www.citizenside.com/fr/photos/politique/2012-10-09/69318/manifestation-et-affrontements-au-mondial-de-l-automobile.html#f=0/585338>